

Le peuple mapuche rejette la militarisation dans le sud du Chili



Santiago du Chili, 28 octobre (RHC) Des représentants du peuple mapuche ont rejeté l'état d'exception en vigueur aujourd'hui dans la macrozone sud du Chili et ont accusé le président Sebastián Piñera d'utiliser les appareils répressifs pour résoudre des questions à caractère politique.

Cette semaine, le président a décidé de prolonger de 15 jours l'état d'urgence et le déploiement de plus de deux mille militaires dans quatre provinces du Biobío et de l'Araucanía, où des communautés indigènes demandent la restitution de leurs terres ancestrales.

Le Gouvernement a justifié cette mesure par l'argument de la lutte contre le crime organisé, le trafic de stupéfiants et le terrorisme, mais des hommes politiques de l'opposition ont appelé les autorités à séparer les revendications légitimes des peuples originaires des actions de groupes criminels.

'Dans l'histoire actuelle, moderne, parler de campagnes militaires ou de présence militaire pour chercher une solution que nous connaissons tous est de nature politique, c'est un très mauvais signe et ne contribue pas à résoudre le problème dans la zone', a déclaré Adolfo Millabur, du groupe mapuche à la Convention constituante.

Cité par le journal de l'Université du Chili, Millabur a exprimé son désaccord total avec la mesure prise par l'exécutif qui, a-t-il dit, restera dans l'histoire pour 'reproduire l'époque sombre qu'a eue l'État chilien

avec les peuples originaires'.

La communauté mapuche est la plus grande ethnie autochtone du Chili, avec 1,7 million d'habitants, et elle mène une lutte permanente pour l'autonomie et la récupération des terres, dépouillées par des propriétaires et des entrepreneurs forestiers.

'Le gouvernement n'a pas de volonté politique, il n'a pas voulu approfondir les questions de fond, qui ont trait à la revendication territoriale, aux droits du peuple mapuche', a écrit sur son compte Twitter la députée indigène Emilia Nuyado.

La législatrice a dénoncé l'incapacité de l'exécutif à exécuter le budget de la Société nationale de développement autochtone afin de remettre des terres aux communautés.

'Ici, tant que des changements profonds, comme la restitution des terres mapuches, ne seront pas entrepris, il sera très difficile de parvenir à la paix', a déclaré Nuyado, et elle a averti que la militarisation de l'Araucanie ne fera qu'aggraver la situation dans la région.

Des chefs de cette communauté ont introduit un recours devant la cour d'appel de Santiago contre le président Piñera pour avoir imposé l'état d'urgence dans la zone sud.

Conformément à la convention no 169 de l'Organisation internationale du travail, en vigueur ici, lorsqu'une mesure concernant les peuples originaires est adoptée, il convient de procéder à une consultation préalable.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/275363-le-peuple-mapuche-rejette-la-militarisation-dans-le-sud-du-chili>



Radio Habana Cuba